

## QUELQUES RÉFLEXIONS SUR L'AVENIR DE LA FORESTERIE ALSACIENNE

Indice bibliographique : 9 (44.38)

---

A une époque où toutes les activités de production tendent à s'organiser sous une forme plus ou moins industrielle, la question se pose de savoir où en est la foresterie, si elle doit évoluer et comment elle doit évoluer.

Notre intention est simplement d'exposer quelques idées à ce sujet, sans prétendre leur donner une portée générale. Les observations qui nous ont servi de point de départ ont d'ailleurs été faites exclusivement sur le versant alsacien des Vosges, dans une région où le propriétaire de forêt est en même temps exploitant.

Les outils du bûcheron vosgien tels que les décrivait Gustave Doré dans ses gravures, c'est-à-dire la cognée, la scie à main et la schlitte, sont toujours utilisés. Bois d'œuvre et bois de chauffage sont amenés aux chemins carrossables, les premiers par traînage et les autres par schlitte. Ils sont repris par des voitures à chevaux jusqu'à la route accessible aux camions où, après un nouveau transbordement, ils sont acheminés vers la scierie ou vers la gare. Bien que l'importance relative de ces différentes opérations soit variable selon l'emplacement des coupes, il est bien évident que le prix de revient des produits au lieu d'emploi est élevé.

Une telle situation pouvait être admissible au temps où le bois était à la fois le matériau de construction le plus utilisé et le combustible le plus répandu. La forme encore extensive de l'agriculture, avec les faibles rendements qui en étaient la conséquence, imposait d'autre part à une grande partie de la population rurale l'obligation de rechercher en forêt une activité complémentaire, soit dans le bûcheronnage, soit dans le voiturage.

Il n'en est plus de même aujourd'hui.

La concurrence faite au bois par les autres matériaux de construction est trop connue pour qu'il soit nécessaire d'y insister.

L'augmentation des rendements agricoles, due à l'emploi des moteurs et des engrais, comme aussi à l'élévation relative du prix de vente des produits, ont singulièrement diminué la surface minima nécessaire à assurer la subsistance d'une famille rurale.

Sur les premiers contreforts des Vosges alsaciennes, à proximité du vignoble, le salaire d'une journée de bûcheron équivalait en 1939 au prix de vente à la production de 50 litres de vin. En 1949, l'équivalence est tombée à 10 litres.

D'autre part, l'industrie va chercher, presque à domicile une main-d'œuvre à laquelle elle offre un travail facile.

En conséquence, et de plus en plus, le travail en forêt, avec les déplacements à pied qu'il impose, avec les manques à gagner résultant des intempéries, est considéré comme pénible. Aucun bûcheron ne consent plus à vivre en forêt. On a l'impression que le métier de bûcheron en montagne, comme celui de mineur de fond est abandonné par la main-d'œuvre française.

Et cependant les salaires ont suivi la même courbe ascendante que dans les autres activités. Le façonnage du mètre cube de bois d'œuvre résineux (avec écorçage) est passé de 20 fr. en 1939 à 330 fr. en 1949 (coefficient 16,5). Il importe d'ailleurs de noter qu'il s'agit là des sommes perçues par l'ouvrier. En raison de l'augmentation des charges sociales, l'employeur qui déboursait environ 23 fr. en 1939 doit maintenant dépenser environ 432 fr. (coefficient 18,7).

Les frais de transport hippomobile ont subi une hausse plus importante encore. La loi de l'offre et de la demande joue ici à plein. Dans certains cas, le coût du transport de un mètre cube de grume jusqu'à 5 ou 6 kilomètres du massif forestier représente les deux tiers de la valeur de ce même mètre cube sur coupe. Les ruptures de charge dont il a été question plus haut y sont naturellement pour quelque chose.

Comme les bois sont vendus sur coupe, l'acheteur tient compte dans son offre de l'incidence des prix de transport.

En regard de ces frais accrus, que sont devenus les prix de vente ?

En comparant les prix moyens du mètre cube de grume sapin sur coupe, on trouve qu'ils sont passés dans une même forêt de 120 fr. en 1939 à 1.400 fr. en 1949. Les valeurs nettes sur pied, déduction faite des frais de façonnage, ressortent respectivement à 97 fr. et 968 fr. (coefficient 10).

Contrairement au prix des autres produits agricoles, celui du bois a donc augmenté dans une proportion moindre que le coût de la main-d'œuvre.

Les collectivités propriétaires de forêts constatent que le produit net de leur domaine tient une place de plus en plus restreinte dans leurs ressources budgétaires.

Dès lors, il apparaît clair que l'évolution doit se faire d'abord dans le sens de la réduction du prix de revient de l'exploitation et du transport.

Il faut rendre moins pénible le travail du bûcheron en augmentant son rendement et en diminuant les pertes de temps. La solution consisterait dans l'emploi d'équipes professionnelles dotées de véhicules du type Jeep. Pour l'exploitation, l'utilisation des scies à moteur, développée de façon sensible depuis deux ans, devrait être encore favorisée notamment par des avances de fonds aux bûcherons.

Le problème des transports semble moins facile à résoudre.

Théoriquement, il serait nécessaire que toute parcelle de forêt fût désormais desservie par une route accessible aux camions, ce qui implique la transformation d'un réseau périmé (adoucissement des rampes, élargissement, empiérement, renforcement des ouvrages d'art) et le tracé de routes nouvelles. Un tel programme exigerait des délais considérables et soulèverait en outre une question de financement à peu près insoluble même avec une participation massive de l'Etat. Il faudrait en effet, de toutes façons, que la plus-value donnée aux bois pût couvrir l'intérêt du capital engagé (sinon son amortissement) et les frais d'entretien, ce qui apparaît impossible. Il va de soi en effet qu'un tel réseau, utilisé seulement en partie chaque année, devrait être entretenu dans sa totalité sous peine de dégradations rapides.

Sur ce point on arrive donc à la conclusion que la route doit être abandonnée pour le moment au profit du câble mobile qui dessert les seules parcelles en exploitation.

Bien que nous disposions de quelques systèmes étudiés, il faut que les constructeurs de câbles poursuivent leurs recherches dans le sens de la simplification et de la mobilité.

Il reste à assurer au câble un rendement suffisant et pour cela à concentrer les bois au maximum.

Le volume à exploiter à l'hectare étant déterminé par des considérations culturelles, c'est la surface de la parcelle et par conséquent celle de la forêt en tant qu'unité d'aménagement qui doit être augmentée.

Le remembrement des forêts est aussi indispensable que celui des terres agricoles et pour les mêmes raisons, mais il doit se faire d'une autre manière. Il faudrait reconstituer de grands massifs indivis, tels qu'ils existaient autrefois. Pour cela on peut, selon l'idée exprimée par notre camarade L. BADRÉ, envisager de réunir les propriétaires en groupements analogues à des sociétés par actions, l'apport de chacun étant représenté par son domaine boisé. Dès lors, la forêt, soumise à un aménagement qui ne tiendrait plus compte des limites de propriété, serait gérée au nom de la société. Les bénéfices nets seraient répartis proportionnellement aux apports des co-propriétaires.

Un tel groupement, facultatif pour les particuliers, pourrait être rendu obligatoire pour les collectivités dont les bois sont déjà soumis au régime forestier.

Cette transformation, avec ses incidences législatives, n'irait pas sans soulever de nombreuses difficultés. Et pourtant n'est-elle pas inéluctable parce qu'elle est dans le sens de l'évolution économique générale ?

Elle présenterait d'ailleurs des avantages pour le rendement non plus seulement des exploitations, mais des forêts elles-mêmes. Les économies réalisées sur les frais d'entretien des routes, et la plus-value donnée aux bois permettraient de consacrer des crédits plus substantiels aux travaux de reboisement. Il ne serait plus nécessaire d'attendre 40 ou 50 ans une régénération naturelle parfois problématique. Il ne resterait alors qu'à posséder en nombre suffisant des techniciens confirmés, pour réaliser une sylviculture plus intensive.

A. BÉRARD.

---

---

## INFLUENCE DE L'ÉTAT BOISÉ SUR LA PLUVIOSITÉ

Indice bibliographique : 11.14 : 91.3 (44.71 - 44.77)

---

Dans les recherches, d'un intérêt certain, concernant l'influence de l'état boisé sur le régime des pluies, il ne me paraît pas douteux que, si elle peut être faite, la comparaison des précipitations actuelles dans la région landaise (essentiellement ; sud de la Gironde et Landes) et celles relevées avant le boisement massif qui en a été effectué au siècle dernier, serait un document de grande valeur.

Or, le Service de la Climatologie de l'O. N. M. a achevé en 1946, sous le contrôle de son Directeur, M. SANSON, une carte pluviométrique de la France, basée sur la moyenne de 40 années, de 1891 à 1930, document de tout premier ordre et qui doit être bien voisin de la perfection. Pour ce qui nous occupe, nous avons là les chiffres les plus exacts qu'on puisse souhaiter pour la période où le boisement complet donnait toute leur puissance aux effets de la forêt. Il restait à trouver le plan de comparaison pour une période antérieure à 1850 — et là, hélas, les affaires vont moins bien.

Après échange de correspondance avec M. le Directeur de l'Établissement Central Météorologique, j'ai été autorisé à consulter sur place la documentation. Elle est abondante depuis 1860, mais, malheureusement, très pauvre pour les périodes antérieures.

Un excellent document pour St Sever (20 km. au Sud de Mont-de-Marsan) m'a paru acceptable. Il portait sur une période com-